



## Communiqué de Presse, suite du mouvement ADAGES, Exclu-e-s du Ségur.

Copie à l'ARS, au Conseil Départemental de l'Hérault, à la CAF, à la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS), aux mairies de Montpellier, Grabels, Lunel, Prades le Lez, le Crès, Villeneuve lès Maguelone, Lattes, Clapiers, Sète, Clermont l'Hérault, Ganges, Lodève, la Métropole de Montpellier, à la région Occitanie, à la DDEETS, la DREETS, à la Maison Départementale de l'Autonomie, à la préfecture de l'Hérault et aux députés et sénateurs de l'Hérault.

L'intersyndicale remercie **les médias** qui ont couvert la **mobilisation des salarié.e.s de l'ADAGES**, concernant les exclu.e.s du Ségur mis en parallèle avec la valorisation salariale de 400 euros brut des directions de l'ADAGES.

Le jeudi 25 mai 2023, **entre 300 et 350 salariés.e. se sont mobilisé.e.s**, à l'appel de l'intersyndicale devant le siège social de l'ADAGES pour exiger une reconnaissance des exclu.e.s du Ségur par l'association.

**Cette mobilisation a été une réussite** avec une très bonne ambiance et un envahissement du siège social par les manifestant.e.s, qui ont directement interpellé le directeur général.

**L'intersyndicale remercie** le maire de Grabels, Mr **REVOL**, Front de Gauche, LFI, et les député.e.s de la NUPES (Mme **OZIOL**, députée de la 2eme circonscription de l'Hérault et Mr **CARRIERE**, député de la 8eme circonscription) qui se sont déplacés lors de la mobilisation pour soutenir les exclus du Ségur et les revendications de l'intersyndicale.

Lors de cette mobilisation du 25 mai 2023, les professionnels présents ont dit toute l'importance de leur travail et toute leur implication auprès des personnes accompagnées et la difficulté de continuer ainsi pour les bas salaires, la précarité étant de plus en plus présente dans notre secteur. Ils regrettent que l'attention de l'employeur n'ait été portée que sur une seule catégorie, les directions. Ils indiquent que les arguments utilisés par la Direction Générale de l'ADAGES pour valoriser les directions d'établissements peuvent s'appliquer à l'ensemble des salariés en général et à l'ensemble des exclus du Ségur en particulier.

Suite à la mobilisation, une négociation a eu lieu sur le sujet des : « exclu.e.s du Ségur ». L'ouverture des négociations n'est pas une fin en soi, le sujet sera bouclé une fois que les exclu.e.s auront une réelle reconnaissance financière par l'ADAGES. **Lors de cette négociation, l'ADAGES a proposé d'octroyer une prime de 500 euros net aux exclu-e-s du Ségur de l'ADAGES.**

**L'intersyndicale CGT, SUD, FO, CFTD trouve ce montant indigne vis-à-vis de l'engagement des salarié-e-s exclu-e-s du Ségur.**

**L'ADAGES octroie une valorisation salariale de 393 euros brut par mois, soit 3678 euros net par an aux directions.**

*Est-ce que les exclu-e-s du Ségur, quels qu'ils soient, sont 7,4 fois moins important-e-s que les directions ?*

**Pour que l'ADAGES fasse une proposition digne de ce nom, l'intersyndicale appelle les salariés de l'ADAGES à se mobiliser de nouveau le jeudi 22 juin 2023, à 17h, devant le Centre DITEP Bourneville ADAGES, 120 rue du MAS Prunet 34000 Montpellier, lors de l'Assemblée Générale de l'ADAGES**

Pour rappel, au sein de l'association ADAGES, **plus important employeur du secteur social et médico-social de l'Hérault** (+ de 1700 professionnel-e-s) **400 salarié-e-s ne bénéficient pas du Ségur**. Il s'agit notamment des personnels exerçant des fonctions techniques et administratives, des agents des services généraux (entretien, cuisine, espaces verts, certain-e-s maître-sse-s de maison...) ainsi que certains personnel éducatifs (contrats d'apprentissage, accompagnant-e-s familiaux, médiateurs, médiatrices familiaux, veilleurs, veilleuses non formé-e-s...) et de nombreux cadres hiérarchiques et d'enseignants. **La majeure partie des professionnel-le-s encore exclu-e-s représente pourtant les plus faibles salaires.**

Cette situation concerne l'ADAGES en particulier mais le secteur du Social et du médico-social, en général. Les politiques publiques et gouvernementales sont inquiétantes : perte de moyens financiers, casse de nos conventions collectives, dégradation de nos conditions de travail et d'accueil des enfants, résidents, personnes accompagnés.

Le secteur du Social et du médico-social est en crise actuellement (difficultés générales de recrutement, dégradation des conditions de travail...) et suit, avec un décalage, la dégradation du secteur hospitalier où malheureusement nous ne pouvons que constater le résultat désastreux des politiques publiques.

**Contacts : CGT : Gérald 06 66 65 66 68 / SUD : Maryse : 06 73 45 09 20/ F.O. : Clément : 06 65 43 98 48 /CFTD : Matthias : 06 60 74 27 96**